



AVRIL 2020 - N° 31

Sommaire

La pandémie de Covid-19 frappe fortement les économies de l'ASEAN

Les mesures sanitaires et la baisse de la demande mondiale causent un important ralentissement de l'activité, notamment dans le tourisme, la restauration, le commerce de détail, l'aérien et le secteur manufacturier.

Face au ralentissement de l'activité, les autorités prennent des mesures de relance

Tous les pays de l'ASEAN ont pris des mesures budgétaires et monétaires pour soutenir l'économie et les ménages, qui peinent toutefois à rassurer les marchés financiers.

Risques liés à la dépréciation des monnaies d'Asie du Sud-Est, pour le moment sous contrôle

Les monnaies de la région souffrent notamment de la hausse généralisée de l'aversion au risque dans le contexte de pandémie de Covid-19, notamment la roupie indonésienne.

La mise en œuvre de la stratégie « Thailand 4.0 » : limites et perspectives

La stratégie « Thailand 4.0 » pour la transition de l'écosystème économique thaïlandais vers une économie à haute valeur ajoutée progresse mais se heurte à des contraintes structurelles et conjoncturelles.

L'ASEAN, terrain fertile pour le développement de la Tech

L'ASEAN affiche une forte croissance de l'économie numérique et accueille des investissements massifs des fonds de capital-risque, avec Singapour en hub numérique régional.

Politiques environnementales à Singapour et dans l'ASEAN

Les niveaux d'ambition des pays de l'ASEAN restent hétérogènes. A Singapour, la stratégie s'oriente davantage vers l'adaptation au changement climatique que vers des mesures d'atténuation.

Les échanges commerciaux France-ASEAN ont progressé de 5,2 % en 2019

Les exportations françaises progressent de 1,5 %, à 16,5 Mds EUR, tandis que les importations augmentent de 8,7 %, à 18,8 Mds EUR, résultant en un creusement du déficit commercial.

Annexes statistiques

La pandémie de Covid-19 frappe fortement les économies de l'ASEAN

La propagation du Covid-19, qui a entraîné la fermeture de nombreuses frontières et le confinement de la population dans plusieurs pays de la région, affecte fortement les économies d'Asie du Sud-Est qui font face à un ralentissement de leur activité dans plusieurs secteurs. Le tourisme, la restauration, le commerce de détail et l'aérien souffrent de la baisse des déplacements et de la consommation privée. Le secteur manufacturier est pénalisé par un double choc d'offre et de demande.

Les gouvernements ont multiplié les mesures sanitaires

Tous les pays ont limité l'accès à leur territoire pour se prémunir contre l'importation de cas de Covid-19.

Les Philippines, Singapour, la Malaisie, le Vietnam, l'Indonésie, la Thaïlande, la Birmanie et le Laos interdisent désormais l'entrée sur leur territoire de tous les étrangers (hors cas particuliers). Le Cambodge a stoppé la délivrance de visas à l'arrivée. Plusieurs pays ont également interdit à leurs citoyens de quitter le territoire, ou interdit les vols internationaux.

Les gouvernements restreignent les déplacements de la population.

Des mesures de confinement interdisant tous les déplacements non essentiels hors du domicile ont été prises aux Philippines (sur l'île de Luzon, soit la moitié de la population), en Malaisie, au Vietnam, au Laos et à Singapour. En Thaïlande, au Cambodge, en Indonésie et en Birmanie, les autorités ont imposé la fermeture de certains établissements recevant du public, y compris pour certains des écoles et des universités. Certains gouvernements sont réticents à prendre des mesures de confinement strictes, alors qu'une grande partie de la population repose sur des revenus journaliers, sans accès à des filets de protection sociale.

Ces mesures pèsent fortement sur plusieurs secteurs

Alors que le tourisme représente une part significative du PIB dans la plupart des pays de la région, le nombre de touristes s'effondre.

Selon la Banque asiatique de développement, les pertes de revenus touristiques seraient particulièrement marquées au Cambodge (de 1,4 à 3,5 % du PIB selon la durée de la crise), en Thaïlande (de 0,8 à 2,4 % du PIB), à Singapour (de 0,7 à 1,5 % du PIB) et au Vietnam (de 0,4 à 1,2 % du PIB). Au Cambodge, le nombre d'arrivées dans les villes touristiques de Siem Reap et de Sihanoukville a par exemple chuté d'environ 60 % sur les deux premiers mois de l'année. En Thaïlande, les revenus touristiques sont en baisse de 30 % sur la période 1^{er} janvier-16 mars, et de 60 % en glissement annuel sur la première quinzaine de mars. La chute s'accroîtra sur les prochains mois, compte tenu des récentes mesures de fermeture des frontières.

Le secteur de l'aviation est fortement pénalisé, de nombreuses compagnies connaissant des difficultés financières. Les compagnies *JetStar* (Singapour) et *Philippines Airlines* ont par exemple totalement

suspendu leurs activités. *Singapore Airlines* a réduit de 96 % ses activités de transport prévues jusqu'à fin avril, et vient de lever 12 Mds EUR, notamment de la part du fonds souverain singapourien *Temasek*, pour faire face à des difficultés financières. En mars, le ministère des transports vietnamien estimait à 1,3 Md USD les pertes subies par les compagnies aériennes vietnamiennes depuis le début de la crise.

L'hôtellerie, la restauration et le commerce de détail souffrent à la fois de la baisse du tourisme et de la restriction des déplacements.

En février, le taux d'occupation des hôtels était par exemple de 51 % à Singapour, contre 89 % en février 2019. Ils sont attendus à la baisse en mars compte tenu des mesures de fermeture des frontières. Les mesures de confinement pèsent aussi sur la consommation privée, et pénalisent les entreprises des secteurs de la restauration et du commerce de détail, dont certaines sont par ailleurs obligées de fermer temporairement leurs portes au public. Au-delà des aides publiques, la situation pousse des associations d'entreprises (notamment en Malaisie et à Singapour) à demander des rabais sur les loyers.

Les exportations de la région souffrent à la fois d'un choc d'offre et de demande

L'ASEAN, très intégrée aux chaînes de valeur mondiales, souffre du ralentissement de la demande mondiale.

La région est particulièrement intégrée aux chaînes de valeur de l'électronique (14 % des exportations mondiales), du textile (13 %), et, dans une moindre mesure, de l'automobile (3 %). Malgré la reprise récente de l'économie chinoise, la baisse de la demande des grands marchés de consommation que sont l'UE et les Etats-Unis, désormais touchés par l'épidémie, devrait peser sur les exportations. Si la Chine est le premier client de l'ASEAN, avec 21 % des exportations (dont une partie est réexportée depuis la Chine vers l'Europe et les Etats-Unis), l'UE et les Etats-Unis représentent toutefois 11 % des exportations chacun.

Les secteurs exportateurs rencontrent par ailleurs des difficultés pour la production et la logistique.

Alors que la production industrielle de nombreux pays, dont la Chine (même si la situation s'améliore), est perturbée par l'épidémie, certaines industries de l'ASEAN font face à une pénurie de matières premières ou de pièces détachées. En Indonésie, les importations en provenance de Chine ont baissé de 35 % en glissement annuel en février. En Birmanie, au Cambodge et au Vietnam, des usines de textile sont au ralenti ou à l'arrêt faute d'approvisionnement depuis la Chine. La fermeture des frontières rend par ailleurs difficile l'acheminement de la production, des camions de fruits et légumes étant par exemple bloqués à la frontière sino-birmane. Alors que certaines frontières intra-ASEAN ont récemment été fermées, des pays ont conclu des accords pour le passage de marchandises à certains postes frontières.

Contact : clement.payerols@dgtresor.gouv.fr

Face au ralentissement de l'activité, les autorités prennent des mesures de relance

Alors que l'épidémie de Covid-19 pèse lourdement sur l'activité économique, plusieurs pays de l'ASEAN ont abaissé leurs prévisions de croissance pour 2020, et tous ont pris des mesures budgétaires et monétaires pour soutenir l'économie.

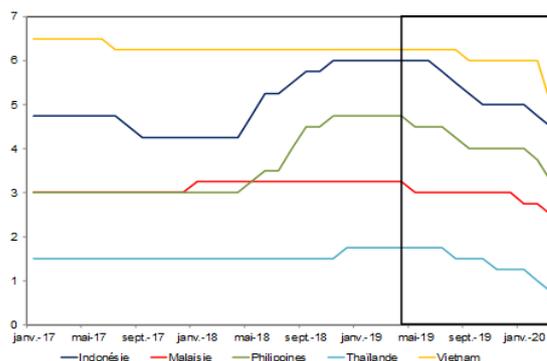
L'épidémie pèse sur les perspectives de croissance de l'ensemble des pays de l'ASEAN

Plusieurs pays de la région ont revu à la baisse leur prévision de croissance pour 2020, Singapour et la Thaïlande anticipant désormais une récession. Les autorités singapouriennes anticipent désormais une croissance comprise entre -4 % et -1 % cette année (contre -0,5 à +1,5 % précédemment). La banque centrale thaïlandaise estime que la croissance devrait s'établir à -5,3 % cette année (contre +2,8 % auparavant). Les autorités philippines prévoient que la croissance se situera entre -0,6 % et +4,3 % (contre 6,5-7,5 % prévus précédemment). La banque centrale malaisienne prévoit une croissance entre -2,0 % et +0,5 %. Le gouvernement indonésien a revu à la baisse sa prévision à 2,3 % (contre 5,3 % auparavant), avec une contraction de -0,4 % dans le pire des cas. Les autorités vietnamiennes ont abaissé leur prévision à 6,1 % si l'épidémie est contrôlée au terme du premier trimestre et à 5,9 % si elle se prolonge au-delà (contre un objectif initial fixé à 6,8 %).

Les banques centrales continuent de mener une politique monétaire expansionniste

Face à la baisse des prévisions de croissance, les banques centrales de la région ont poursuivi l'assouplissement de leur politique monétaire. Depuis février, les banques centrales thaïlandaise, malaisienne et indonésienne ont procédé à deux baisses de leur taux directeur de 50 pdb au total (à respectivement 0,75 %, 2,50 % et 4,50 %). Les Philippines ont abaissé leur taux directeur de 25 pdb puis de 50 pdb, à 3,25 %. Le Vietnam a abaissé son principal taux, le taux de refinancement, de 100 pdb à 5,00 %, et demandé aux banques commerciales d'accorder des crédits à taux préférentiels. La Birmanie a réduit plusieurs de ses taux (taux minimum pour les comptes courant, taux maximums pour différents types de prêts) de 50 pdb puis de 100 pdb. L'Autorité monétaire de Singapour a assoupli sa politique monétaire basée sur le taux de change, en abaissant la valeur centrale de l'intervalle-cible et en réduisant le taux d'appréciation de la devise à zéro. Les Philippines et la Malaisie ont par ailleurs réduit leurs exigences de réserves obligatoires pour les banques (respectivement de 200 pdb, à 12 %, et de 100 pdb, à 2 %), et Singapour a revu leurs règles de calcul. Les banques centrales de la région avait déjà abaissé leur taux directeur en 2019 dans le contexte de tensions commerciales (-100 pdb en Indonésie, -75 pdb aux Philippines, -50 pdb en Thaïlande et -25 pdb en Malaisie comme au Vietnam).

Evolution des taux directeurs



Source : CEIC

Les gouvernements mettent en place de nombreux plans de soutien à l'économie

Plusieurs gouvernements ont également annoncé l'introduction de mesures de soutien à l'activité. La Thaïlande a annoncé un plan en trois phases, pour un montant total de 74 Mds USD soit 13 % du PIB, destiné surtout aux PME et travailleurs pauvres. A Singapour, le gouvernement a annoncé trois trains de mesures de soutien pour 42 Mds USD soit 12 % du PIB. En Malaisie, plusieurs trains de mesures ont été annoncés pour soutenir les entreprises les plus touchées et aider les ménages, pour un montant d'environ 63 Mds USD (mais qui repose largement sur des contributions volontaires des particuliers et des banques). Aux Philippines, le gouvernement a mis en place un plan de relance d'environ 25 Mds USD soit 6 % du PIB. L'Indonésie a également annoncé des dépenses d'environ 25 Mds USD. Au Vietnam, le gouvernement a annoncé des mesures de soutien à l'économie (8 Mds USD de reports de taxes) et aux ménages (3 Mds USD). Le Cambodge a annoncé des dépenses entre 800 M USD et 2 Mds USD selon la durée de la crise. En Birmanie, un fond de 70 M USD a été mis en place pour fournir des prêts à taux préférentiels aux secteurs les plus touchés et aux PME. Alors que 79 % de la population exerce une activité dans le secteur informel en ASEAN selon l'OIT, et ne bénéficie que d'une protection sociale limitée voire inexistante, il est essentiel que les gouvernements de la région prennent des mesures visant directement ces travailleurs, qui ne bénéficient pas des aides aux entreprises.

Les gouvernements cherchent à dégager des marges de manœuvre budgétaires. A Singapour, les autorités utiliseront 15 Mds USD de réserves accumulées sur les exercices précédents. L'Indonésie a émis 4,3 Mds USD de *pandemic bonds*, et supprimé le plafond de 3 % de déficit public. Aux Philippines, la banque centrale achètera jusqu'à 6 Mds USD de bons du Trésor. Au Cambodge, certains budgets alloués aux administrations locales ont été réduits. Les pays les moins développés bénéficient par ailleurs d'aides extérieures, notamment des institutions multilatérales.

Contact : clement.payerols@dgtresor.gouv.fr

Risques liés à la dépréciation des monnaies d'Asie du Sud-Est, pour le moment sous contrôle

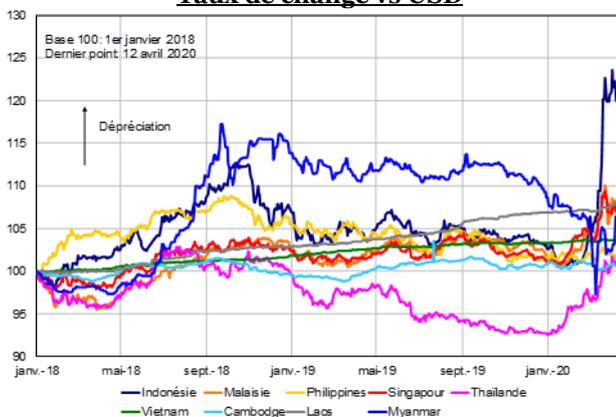
Les monnaies de la région se déprécient globalement face au dollar depuis le début de l'année, sous l'effet notamment de la hausse généralisée de l'aversion au risque dans le contexte de pandémie de Covid-19. Les monnaies les plus affectées sont la roupie indonésienne et, dans une moindre mesure, le baht thaïlandais, le ringgit malaisien et le dollar singapourien.

Les monnaies de la région se déprécient globalement face au dollar depuis le début de l'année

En moyenne, les monnaies de la région se sont dépréciées de 3,8 % face au dollar depuis le début de l'année, après s'être légèrement appréciées courant 2019 (+1,6 %). Ces mouvements s'expliquent notamment par la hausse de l'aversion au risque dans le contexte de pandémie de Covid-19, par la baisse des prix du pétrole – qui accroît la défiance vis-à-vis des marchés émergents – et par l'assouplissement des politiques monétaires en soutien à l'activité – qui réduit les différentiels entre les taux de la région et le taux américain (*spreads*).

La monnaie la plus affectée est de loin la roupie indonésienne (–16,8 %, après +4,0 % sur l'année 2019), qui se situe désormais à son niveau le plus bas depuis la crise asiatique de 1998. Le baht thaïlandais (–8,5 %, après +7,0 %), le dollar singapourien (–5,8 %, après +1,3 %) et le ringgit malaisien (–5,3 %, après +1,1 %) se déprécient également fortement face au dollar américain mais dans une moindre ampleur. Le kip laotien (–1,0 %, après –3,9 %) et le dong vietnamien (–0,3 %, après –1,4 %) connaissent une légère dépréciation, alors que le peso philippin (+0,2 % après +3,5 %), le riel cambodgien (+0,5 %, après –1,4 %) et le kyat birman (+3,4 %, après +4,5 %) s'apprécient face au dollar sur la période.

Taux de change vs USD



Source : CEIC

Les mouvements de dépréciation les plus marqués reflètent en partie des fragilités financières. La chute de la roupie indonésienne reflète la grande vulnérabilité du pays à un retournement des conditions externes compte tenu de ses déficits jumeaux (déficit courant à 2,7 % du PIB et déficit budgétaire à 2,2 % du PIB),

financés essentiellement par des entrées de capitaux volatils. La dépréciation du ringgit malaisien traduit la dépendance de la Malaisie vis-à-vis des exportations de matières premières (15 % du PIB) et en particulier des exportations de pétrole brut. L'affaiblissement des monnaies thaïlandaise et singapourienne reflète en partie la chute de l'activité – les deux économies apparaissant comme les plus affectées par les tensions commerciales de même que par le virus (prévision de croissance en 2020 à –5,3 % selon la banque centrale en Thaïlande et entre –4 et –1 % à Singapour). A noter que la dépréciation du baht résulte également des interventions massives de la banque centrale pour contrer l'appréciation passée de la monnaie (+7,0 % en 2019) et est perçue positivement par les autorités compte tenu notamment de l'impact négatif de cette dernière sur la compétitivité des exportations.

La dépréciation risque d'entraîner un gonflement de la dette en devise mais les pays disposent encore de marges de manœuvre

La dépréciation des monnaies pourrait se traduire par un gonflement de la dette en devise. Parmi ceux qui voient leur monnaie se déprécier depuis le début de l'année, la Malaisie est le pays affichant la dette externe la plus élevée, à 62,6 % du PIB, les deux tiers étant libellés en devise. En Indonésie, la dette publique est détenue à 60 % par des non-résidents et libellée à 40 % en devise. Selon l'analyse de la soutenabilité de la dette contenue dans le dernier rapport article IV du FMI (datant de juin 2019), les services estiment qu'une dépréciation de 30 % de la monnaie locale face au dollar se traduirait par une augmentation de la dette externe à 56 % du PIB en Indonésie. A Singapour, la dette externe est extrêmement élevée (à plus de 400 % du PIB) mais reflète le positionnement de la cité-Etat en tant que place financière et ne constitue pas un risque.

Les pays de la région affichent des réserves de change conséquentes accumulées depuis la crise asiatique. Les réserves de change en Asie du Sud-Est sont passées d'un montant total d'à peine plus de 160 Mds USD à la fin des années 1990 à près de 900 Mds USD aujourd'hui. En particulier, les réserves singapouriennes et thaïlandaises sont de très grande ampleur, à respectivement 280 Mds USD soit 6 mois d'importations et 219 Mds USD soit 13 mois d'importations. Les réserves indonésiennes sont également conséquentes mais inférieures au montant de la dette externe, qui est toutefois principalement de long terme. Les réserves malaisiennes sont élevées mais permettent à peine de couvrir la dette externe de court terme (plus de 40 % du total de la dette externe).

Contact : morgane.salome@dgtresor.gouv.fr

La mise en œuvre de la stratégie « Thailand 4.0 » : limites et perspectives

Lancée en 2016, la stratégie « Thailand 4.0 » vise à accompagner la transition de l'écosystème économique thaïlandais vers une économie à forte valeur ajoutée, basée sur l'innovation et le respect de l'environnement. Dans ce cadre, la Thaïlande prévoit la réalisation d'investissements ambitieux dans les infrastructures, l'éducation et le numérique. Alors que la crise sanitaire actuelle remet en cause les fondamentaux de l'économie, il paraît utile de faire un premier bilan de mise en œuvre de cette stratégie.

Malgré les ambitions affichées par le gouvernement, les limites structurelles et conjoncturelles du pays freinent le déploiement de la stratégie « Thailand 4.0 »

L'économie thaïlandaise repose sur un capital humain vieillissant et encore insuffisamment qualifié.

La stratégie « Thailand 4.0 » requiert une main d'œuvre hautement qualifiée dont le pays est faiblement doté car le système éducatif thaïlandais ne promeut pas le développement des compétences requises. Le pays est classé derrière le Vietnam et la Malaisie au classement PISA (2018) et son système d'éducation supérieure souffre du manque de valorisation des filières professionnelles. Le vieillissement de la population et la concentration des richesses pénalisent également la montée en qualification du pays.

La stratégie « Thailand 4.0 » est entravée par trois enjeux de gouvernance : (i) les fluctuations politiques et les perceptions de corruption des élites politiques et économiques, (ii) le faible niveau de coordination interministérielle pour conduire les projets transversaux et (iii) la centralisation excessive des pouvoirs publics à Bangkok au détriment des provinces du pays.

Les faiblesses de l'investissement public et privé pèsent sur la modernisation de l'économie. Malgré les plans de relance annoncés, l'investissement public, qui est déjà structurellement insuffisant, est menacé par le ralentissement de la croissance en Thaïlande (2,4% du PIB en 2019), qui devrait entrer en récession en 2020. La canalisation des investissements privés vers les secteurs d'avenir est quant à elle freinée par : (i) l'écosystème oligopolistique de l'économie thaïlandaise qui pénalise la productivité du pays; (ii) la stratégie d'investissement massif à l'étranger soutenue par la banque centrale afin de contrecarrer l'appréciation du baht, (iii) les insuffisances de l'engagement public dans le cadre des partenariats public-privé (PPP) et (iv) des incohérences dans la politique d'aides publiques à l'investissement.

Malgré les retards de mise en œuvre, la stratégie « Thailand 4.0 » connaît quelques succès qui illustrent la modernisation progressive de l'économie du pays

Des projets d'infrastructure et des investissements dans le capital humain sont engagés. Depuis 2016, le

gouvernement a lancé plusieurs programmes de transformation de son économie, tels que l'*Eastern Economic Corridor* (EEC), un territoire laboratoire au Sud-Est de Bangkok qui a pour objectif de promouvoir l'investissement dans les industries d'avenir ; la *Wang Chan Valley* (ou *EECi*), qui a vocation à rassembler chercheurs, étudiants et entreprises dans des secteurs cibles d'innovation ; ou encore les 74 zones économiques spéciales dont les avantages fiscaux attirent les entreprises et désenclavent certaines provinces du pays. Le gouvernement œuvre également à un meilleur appariement entre l'offre et la demande de personnels qualifiés (SMART-visa pour les talents étrangers, incitation fiscale pour la formation professionnelle, fusion du ministère de l'éducation et du ministère de la recherche, etc).

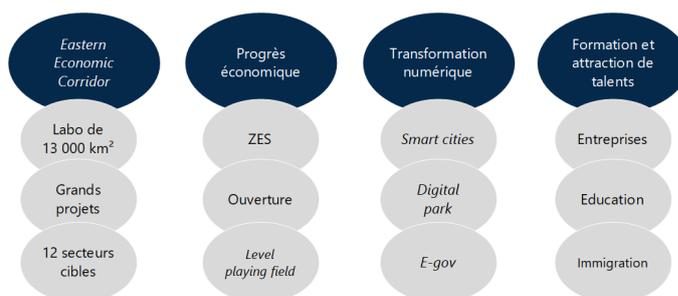
Le gouvernement modernise son administration et sa gouvernance.

La Thaïlande a engagé la transformation numérique de son administration par la modernisation de son matériel informatique (serveurs *clouds*), l'utilisation des réseaux sociaux (Facebook, Line, Twitter) et la dématérialisation des procédures (*e-passport*, *e-visa*). Afin de limiter l'emprise des oligopoles, un conseil de la concurrence a été créé en 2018, dont les premières décisions sont attendues prochainement.

La libéralisation économique ouvre la voie à une économie 4.0.

Bien que la Thaïlande n'ait pas fini d'achever son ouverture économique, notamment par l'absence de libéralisation de ses marchés publics et de son secteur des services et la persistance de nombreuses barrières tarifaires et non tarifaires, le pays s'est néanmoins engagé dans la négociation de plusieurs accords de libre-échange. Suspendues après le coup d'Etat de 2014, les négociations entre l'Union européenne et la Thaïlande pour un accord de libre-échange pourraient reprendre prochainement. Le RCEP (*Regional Comprehensive Economic Partnership*), réunissant les 10 pays de l'ASEAN, l'Australie, la Chine, la Corée du Sud, le Japon, la Nouvelle-Zélande et potentiellement l'Inde devrait également aboutir.

Stratégie « Thailand 4.0 »



Source : Ambassade de France en Thaïlande

Contact : marine.lannoy@dgtresor.gouv.fr

L'ASEAN, terrain fertile pour le développement de la Tech

L'ASEAN est une zone à haut potentiel pour la Tech avec une croissance de l'économie numérique de 40 % par an dans certains pays et des investissements massifs des fonds de capital-risque. Six pays sont particulièrement dynamiques dans la zone : l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam. Sur ces six pays, quatre communautés French Tech ont été labellisées (Singapour, Thaïlande, Vietnam, Cambodge). Singapour demeure le hub numérique régional.

L'économie numérique est en forte croissance en ASEAN

L'ASEAN est une zone à haut potentiel pour la Tech. Plusieurs facteurs expliquent cette croissance : les 10 pays de l'ASEAN voient l'émergence d'une classe moyenne considérable (plus de 150 millions de personnes), et se caractérisent par une population jeune (50 % a moins de 28 ans), de plus en plus urbaine (50 % aujourd'hui, 56 % en 2030) et très connectée (360 millions d'utilisateurs d'internet pour un taux de pénétration mobile de 133 %).

Aujourd'hui la région compte près de 10 500 startups, dont 11 licornes (startups valorisées à plus d'1 Md USD) et 2 décacornes (startups valorisées à plus de 10 Mds USD) avec les « super app » (applications offrant plusieurs types de service) *Grab* et *Go-Jek* – qui rassemblerait plus de 25 millions d'utilisateurs tous les mois sur sa plateforme. Sur les 11 licornes de la zone, 5 ont leur siège à Singapour (parmi les plus connues : *Lazada*, *OVO*, *Sea Group*), 5 en Indonésie (dont *Bukalapak*, *Traveloka*, *Tokopedia*) et 1 au Vietnam (*VNG*). Le secteur numérique représente 100 Mds USD soit 3,7 % du PIB de l'Asie du Sud-Est en 2019 et devrait tripler d'ici à 2025 à 300 Mds USD soit 8 % du PIB de la région selon le rapport 2019 de *Google* et *Temasek*. En 2015, il représentait seulement 32 Mds USD soit 1,3 % du PIB.

Parmi les six pays les plus dynamiques, Singapour demeure le hub numérique régional

Six pays se distinguent dans la région, selon le rapport de référence établi par *Google-Temasek-Bain, e-conomy*, en 2019 : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam. Leur dynamisme s'illustre par plusieurs métriques : la croissance de leur économie numérique (de 20 à 40 % par an, l'Indonésie et le Vietnam arrivent premiers ex-aequo), le nombre d'habitants connectés (de 5 à 152 millions selon les pays), l'augmentation de la valeur de leur marché dans 4 secteurs clés (e-commerce, traveltech, media en ligne, transport à la demande et autres services) et enfin l'évolution des montants injectés par les investisseurs (au S1 2019, ils allaient de 0,05 pour la Thaïlande à 5,3 Mds USD pour Singapour).

Sur ces six pays, Singapour demeure le hub numérique régional. Malgré une population bien

inférieure en nombre et un territoire limité en surface par rapport à ses voisins, Singapour est devenu un hub numérique incontournable dans la région. La cité-Etat est le premier réservoir de startups de la zone APAC avec 4 300 startups. Elle compte donc à elle seule près de la moitié des startups de l'ASEAN. La liste non-exhaustive des futures licornes du sud-est asiatique dressée par le rapport *e-conomy* place toujours Singapour en tête avec 8 des 14 licornes potentielles, parmi lesquelles *Carousell*, *Property Guru*, *Gobear*. Singapour accueille par ailleurs plus de 150 fonds de capital-risque, concentrant ainsi l'essentiel des financements destinés aux startups dans la région. Par ailleurs, il est de loin le pays dont l'économie numérique reçoit le plus d'investissements.

Les communautés Tech françaises de plusieurs pays de l'ASEAN ont été labellisées French Tech

Sur ces six pays, quatre possèdent une communauté French Tech labellisée. Lors de la première vague de labellisation, qui s'est déroulée au printemps 2019, douze communautés French Tech en Asie, et quatre en ASEAN (Bangkok, Vietnam Hanoi-Danang-Ho Chi Minh, Phnom Penh, Singapour) ont été officialisées selon les critères suivants : i) dynamisme de l'écosystème et pertinence d'une communauté French Tech sur le territoire, ii) composition d'un comité de direction composé à 75% d'entrepreneurs, iii) obtention de dix lettres de recommandation provenant de dix entreprises différentes. Le dynamisme de la région devrait entraîner très prochainement la formation ou la labellisation de communautés dans des pays où l'écosystème Tech français est en développement (Indonésie, Philippines, Malaisie).

Après un an d'existence, deux modèles de communauté émergent : i) La French Tech Singapour ii) La French Tech en Thaïlande, Cambodge et Vietnam. Forte de ses 800 membres et d'un comité de pilotage de douze membres influents de la scène Tech locale, la gouvernance de la communauté French Tech Singapour est horizontale. Les communautés de Hanoi-Danang-Hô-Chi-Minh-Ville, Bangkok et Phnom Penh rassemblent respectivement environ 80, 40, 30 membres par événement, et leur organisation est pyramidale : les présidents animent les réunions de comités de direction et assurent la répartition des tâches entre les membres. Il existe par ailleurs de fortes synergies entre ces trois communautés, en particulier entre Bangkok et Phnom Penh.

Contact : marie-anne.pinet@dgtrésor.gouv.fr

Politiques environnementales à Singapour et dans l'ASEAN

Si Singapour a joué un rôle actif dans les négociations de l'Accord de Paris et lancé plusieurs initiatives en faveur de l'environnement, en pratique, son ambition se porte davantage sur les politiques d'adaptation au changement climatique que sur les mesures d'atténuation. En ASEAN, les niveaux d'ambition restent hétérogènes, alors que la croissance économique et démographique de la région pousse les émissions de gaz à effet de serre à la hausse.

Soucieuse de son image à l'international, Singapour se pose en meneur en matière de climat

Singapour a joué un rôle particulièrement actif pendant les négociations de l'Accord de Paris et a récemment lancé plusieurs initiatives en faveur de l'environnement et du climat. Outre l'annonce de la mise en œuvre d'une taxe carbone en 2020, et de son rôle moteur en matière de finance verte, Singapour a déclaré 2018 l'« Année de l'action climatique » (*Singapore Year of Climate Action*) et 2019 l'« Année vers le zéro déchet » (*Year towards zero waste*). En 2020, la cité-Etat s'engage à publier une stratégie à long terme de réduction des émissions à l'horizon 2050 et à revoir à la hausse les ambitions de sa contribution déterminée au niveau national (NDC) pour aller au-delà de la réduction initiale de 36 % des émissions de gaz à effet de serre en 2030, comparée au niveau de 2005. De manière plus générale, elle entend devenir un hub régional d'expertise et de financement de la transition écologique en Asie du Sud-Est.

En pratique, la cité-Etat semble cependant faire primer l'adaptation au changement climatique sur l'atténuation

Si l'importance de l'adaptation au changement climatique transparaît lors de l'élaboration des politiques publiques, les mesures concernant l'atténuation du changement climatique restent insuffisantes. La cité-Etat fait notamment de l'adaptation des infrastructures à la montée du niveau des eaux une priorité. En termes d'atténuation, la cité-Etat ne semble pas avoir encore engagé une traduction pleinement opérationnelle de ces engagements et adopte, de surcroît, une position attentiste ou réservée sur la plupart des initiatives internationales (*One Planet Summit*, Alliance solaire internationale, Pacte mondial pour l'Environnement, *One planet sovereign wealth funds working group*), dans un contexte régional caractérisé par une faible résonance des questions climatiques et environnementales.

Sur les aspects liés à la préservation de la biodiversité, Singapour a massivement perdu ses écosystèmes, mais est active au niveau international. Les écosystèmes originels ont été détruits d'abord par les activités agricoles puis par une urbanisation extensive. Les politiques de biodiversité à Singapour se limitent ainsi à rétablir un réseau de verdure dans la ville en connectant les espaces naturels résiduels par la

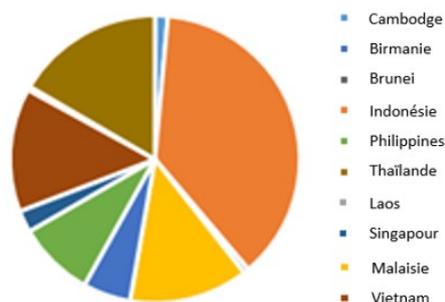
plantation d'arbres. La cité-Etat est néanmoins active sur les questions de biodiversité au niveau international – notamment sur les aspects biodiversité et urbanité –, d'une part dans les instances de l'ASEAN et d'autre part dans le cadre de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB).

La taille réduite du territoire et la densité de population représentent néanmoins des contraintes fortes sur les choix et possibilités de déploiement de mesures pour lutter contre le changement climatique et renforcer la protection de l'environnement et de la biodiversité à Singapour. En effet, alors que les activités de l'industrie et de raffinerie sont considérées comme stratégiques pour l'économie singapourienne, le potentiel pour les énergies renouvelables reste limité et l'île dépend ainsi à 95 % du gaz naturel importé pour couvrir ses besoins énergétiques.

En ASEAN, les niveaux d'ambition sont hétérogènes

En raison d'une forte croissance économique et démographique, l'Asie du Sud-Est a vu ses émissions de gaz à effet de serre croître à un rythme soutenu et constitue désormais un contributeur significatif aux émissions mondiales (8 %). Alors même que les niveaux d'ambition des Etats membres de l'ASEAN demeurent fortement hétérogènes, plusieurs pays se focalisent encore davantage sur l'accès universel à l'énergie (eau, électricité) et au développement des infrastructures de transports, qui souffrent d'un retard estimé par la Banque asiatique de développement à 210 Mds USD d'investissement par an jusqu'en 2030.

Part des émissions de gaz à effet de serre, par pays



Source : Commission européenne, Joint Research Center, 2015

Avec en vue la période post-Covid-19, la défense de l'environnement, de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique avec la mise en œuvre de l'Accord de Paris, constitueront une priorité toujours plus forte de l'action diplomatique française. Celle-ci doit viser tout à la fois à encourager la mise en œuvre des engagements nationaux, à relever le niveau d'ambition de chacun des pays signataires, tout en accélérant la mobilisation des flux financiers destinés à accélérer la transition écologique, à soutenir la science du climat et valoriser l'expertise et l'exemplarité de nos engagements.

Contact : florent.merle@dgtresor.gouv.fr

Les échanges commerciaux France-ASEAN ont progressé de 5,2 % en 2019

En 2019, les échanges commerciaux entre la France et les pays de l'ASEAN ont progressé de 5,2 % par rapport à 2018, à 35,3 Mds EUR. Nos exportations progressent de 1,5 %, à 16,5 Mds EUR, tandis que nos importations augmentent de 8,7 %, à 18,8 Mds EUR. Le déficit commercial français en ASEAN se creuse, s'établissant à 2,3 Mds EUR (après 1,1 Md EUR en 2018).

Les exportations françaises vers l'ASEAN progressent légèrement : +1,5 %

Les ventes de la France vers l'ASEAN ont atteint 16,5 Mds EUR en 2019. Singapour compte pour 53 % de nos exportations totales dans la zone, en raison notamment de son rôle de plateforme commerciale pour les réexportations. Ce phénomène s'accroît en 2019, avec une hausse de nos ventes à destination de la cité-Etat (+5,6 %, à 8,7 Mds EUR), qui contraste avec la baisse de nos exportations à destination du reste de l'ASEAN sur la même période (-2,6 %). Concernant nos autres partenaires principaux pour l'exportation, nos ventes vers le Vietnam (+32,2 %, à 1,6 Md EUR) et l'Indonésie (+23,0 %, à 1,6 Md EUR) progressent fortement, tandis que celles vers la Thaïlande (-13,1 %, à 1,6 Md EUR), la Malaisie (-22,9 %, à 1,5 Md EUR) et les Philippines (-1,9 %, à 1,1 Md EUR) connaissent une baisse.

Nos exportations vers l'ASEAN ont été principalement réalisées dans les secteurs d'exportation traditionnels de la France. Les ventes aéronautiques et spatiales enregistrent une baisse de 11,7 % en g.a., à 5,2 Mds EUR, et représentent 32 % de nos exportations totales vers l'ASEAN. Les exportations de textiles et maroquinerie augmentent de 19,1 % en g.a., à 1,6 Md EUR, soit 10 % du total. Les ventes de parfums et cosmétiques progressent fortement, de 16,2 % en g.a., à 1,4 Md EUR. Les ventes de boissons – composées à 94 % d'alcool et de vin – augmentent de 2,4 %, à 1,2 Md EUR. Les exportations de produits informatiques et électroniques, quant à elles, reculent de 1,3 % en g.a., à 1,4 Md EUR. Moins caractéristiques de notre appareil exportateur, elles sont expliquées par la forte intégration de la région aux chaînes de valeur mondiales de l'électronique.

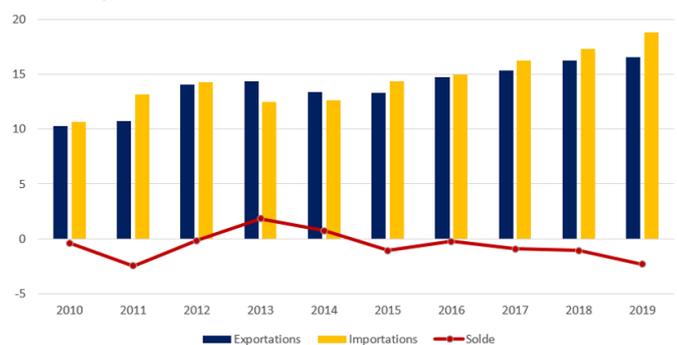
Les importations françaises depuis l'ASEAN connaissent une forte hausse : +8,7 %

Les importations en provenance de l'ASEAN se sont élevées à 18,8 Mds EUR en 2019. Le Vietnam, dont les ventes à la France augmentent de 3,5 %, à 5,6 Mds EUR, demeure le principal fournisseur de la France dans la région (30 % du total) en raison de sa spécialisation dans l'électronique (un téléphone Samsung sur deux y est produit) et dans l'habillement. Les importations depuis Singapour augmentent fortement (+46,9 %, à 3,4 Mds EUR), portées par les achats aéronautiques et pétroliers. Les achats depuis la Thaïlande (+4,7 %, à 3,0 Mds EUR), l'Indonésie (+0,8 % à 1,9 Md EUR), le Cambodge (+10,1%, à 1,1 Md EUR) et la Birmanie

(+22,1 %, à 403 M EUR) progressent également, tandis qu'ils reculent depuis la Malaisie (-1,6 %, à 2,3 Mds EUR) et les Philippines (-6,0 %, à 1,1 Md EUR).

Les importations de produits textiles et de chaussures progressent, tandis que celles de produits informatiques et électroniques diminuent. Les importations françaises de produits textiles et de chaussures augmentent de 9,6 %, à 4,8 Mds EUR, et forment 25 % des importations de la France depuis l'ASEAN. Les importations en provenance de la zone comptent pour près de 12 % de nos importations mondiales dans ce secteur, et proviennent pour moitié du Vietnam. Nos achats de produits informatiques et électroniques reculent quant à eux de 3,8 %, à 4,7 Mds EUR, et comptent pour 25 % des importations françaises depuis la région. Les importations en provenance de la zone comptent pour 10 % des importations françaises totales dans ce secteur.

Echanges commerciaux France-ASEAN (Mds EUR)



Source : Douanes françaises

Le déficit commercial de la France en ASEAN augmente : +3,3 %

La France accuse un déficit commercial vis-à-vis de l'ASEAN de 2,3 Mds EUR (après 1,1 Md EUR en 2018), soit 3,1 % de son déficit commercial mondial. Il s'agit du 5^{ème} solde négatif consécutif, et le 8^{ème} en 10 ans. Ce recul de la balance commerciale s'explique, comme l'année dernière, par une progression des importations plus rapide que celle des exportations.

Dans le détail, notre balance commerciale est déficitaire vis-à-vis de la plupart des pays de l'ASEAN, mais fortement excédentaire vis-à-vis de Singapour. La France enregistre un excédent commercial avec Singapour (+5,2 Mds EUR, 2^{ème} excédent mondial), les Philippines (+83 M EUR) et le Brunei (+8 M EUR), qui ne permet pas de compenser le déficit vis-à-vis des sept autres pays de la région, en particulier du Vietnam (-4,0 Mds EUR), de la Thaïlande (-1,3 Md EUR), du Cambodge (-873 M EUR) et de la Malaisie (-829 M EUR). L'excédent avec Singapour a diminué en 2019, après quatre années de hausse, en raison d'une forte augmentation de nos importations.

Contact : clement.payerols@dgtresor.gouv.fr

Annexes statistiques

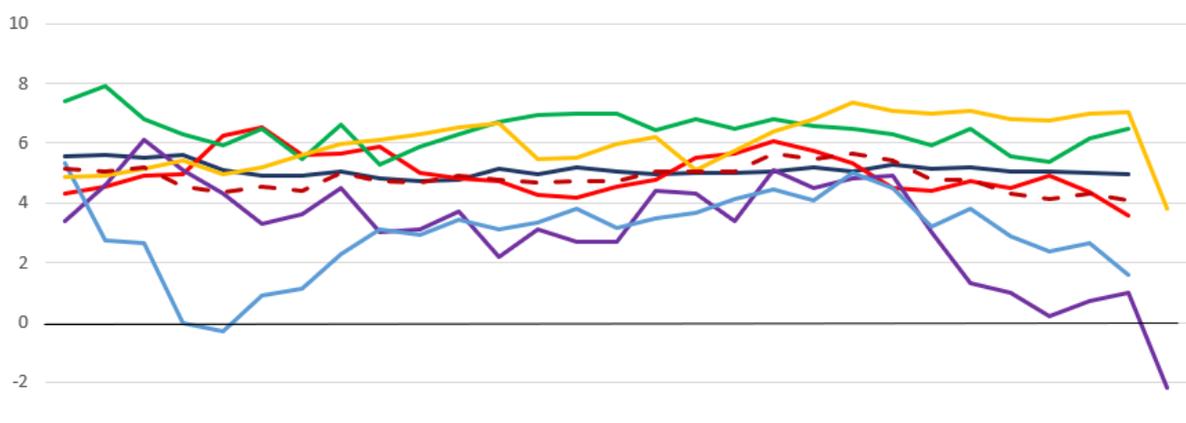
ASEAN : Principaux indicateurs économiques (2020)

	Birmanie	Brunei	Cambodge	Indonésie	Laos	Malaisie	Philip-pines	Singapour	Thaïlande	Vietnam	ASEAN-5*
Population (en millions d'habitant)	53,4	0,5	16,7	269,9	7,3	33,2	110,0	5,7	68,0	96,4	661,1
PIB (en Mds USD courants)	72,1	12,8	29,0	1 204,8	21,2	381,5	383,5	369,6	557,3	284,8	3 316,7
PIB / habitant (en USD courants)	1 351	28 397	1 731	4 465	2 919	11 485	3 485	64 829	8 194	2 955	5 017,1
Croissance (%)	1,8	1,3	-1,6	0,5	0,7	-1,7	0,6	-3,5	-6,7	2,7	-0,6

*ASEAN-5 : Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Vietnam

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2019 (population, PIB, PIB/habitant) et avril 2020 (croissance)

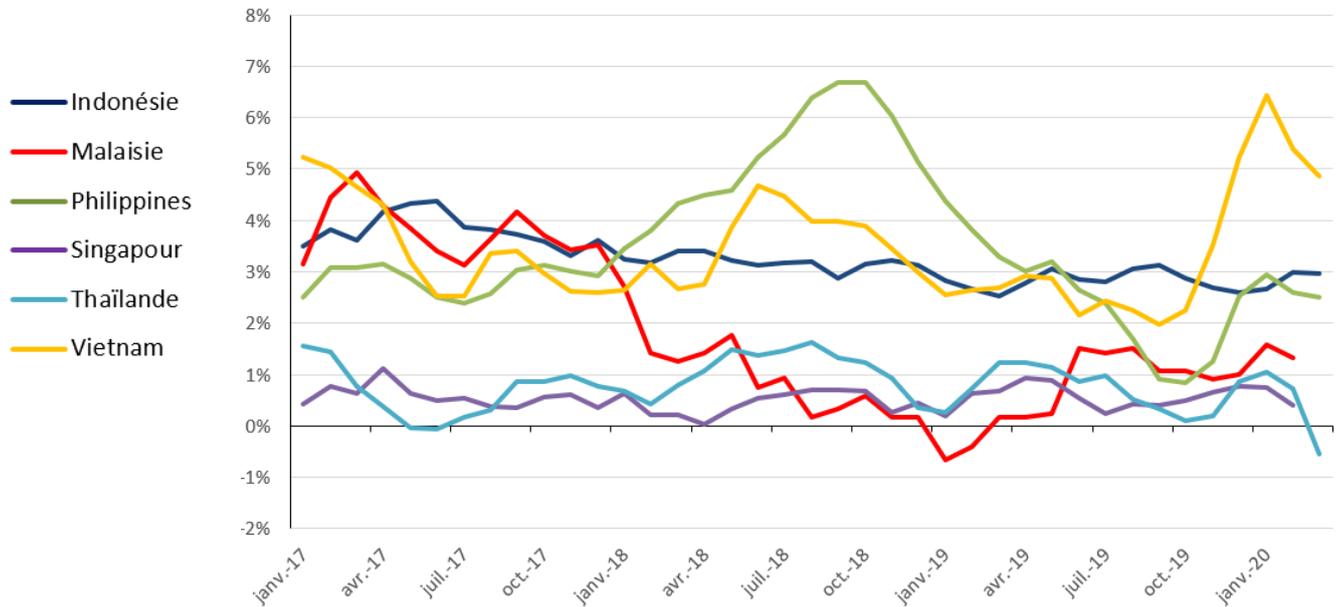
Croissance trimestrielle des pays de l'ASEAN (% , en glissement annuel)



	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1																								
	2013				2014				2015				2016				2017				2018				2019				2020				
Indonésie	5,5	5,6	5,5	5,6	5,1	4,9	4,9	5,0	4,8	4,7	4,8	5,2	4,9	5,2	5,0	4,9	5,0	5,0	5,1	5,2	5,1	5,3	5,2	5,2	5,1	5,1	5,0	5,0					
Malaisie	4,3	4,6	4,9	5,0	6,3	6,5	5,6	5,7	5,9	5,0	4,8	4,7	4,3	4,2	4,5	4,8	5,5	5,6	6,1	5,7	5,3	4,5	4,4	4,7	4,5	4,9	4,4	3,6					
Philippines	7,4	7,9	6,8	6,3	5,9	6,5	5,5	6,6	5,3	5,9	6,3	6,7	7,0	7,0	7,0	6,4	6,8	6,5	6,8	6,6	6,5	6,3	5,9	6,5	5,6	5,4	6,2	6,5					
Singapour	3,4	4,6	6,1	5,1	4,3	3,3	3,6	4,5	3,0	3,1	3,7	2,2	3,1	2,7	2,7	4,4	4,3	3,4	5,1	4,5	4,8	4,9	3,0	1,3	1,0	0,2	0,7	1,0	-2,2				
Thaïlande	5,3	2,8	2,7	0,0	-0,3	0,9	1,1	2,3	3,1	2,9	3,5	3,1	3,3	3,8	3,2	3,5	3,6	4,2	4,4	4,1	5,0	4,5	3,2	3,8	2,9	2,4	2,6	1,6					
Vietnam	4,9	4,9	5,1	5,4	5,0	5,2	5,6	6,0	6,1	6,3	6,5	6,7	5,5	5,5	6,0	6,2	5,1	5,7	6,4	6,8	7,4	7,1	7,0	7,1	6,8	6,8	7,0	7,0	3,8				
Moyenne ASEAN-6	5,2	5,0	5,2	4,6	4,4	4,5	4,4	5,0	4,7	4,7	4,9	4,8	4,7	4,7	4,7	5,0	5,1	5,1	5,7	5,5	5,7	5,4	4,8	4,8	4,3	4,1	4,3	4,1					

Source : CEIC

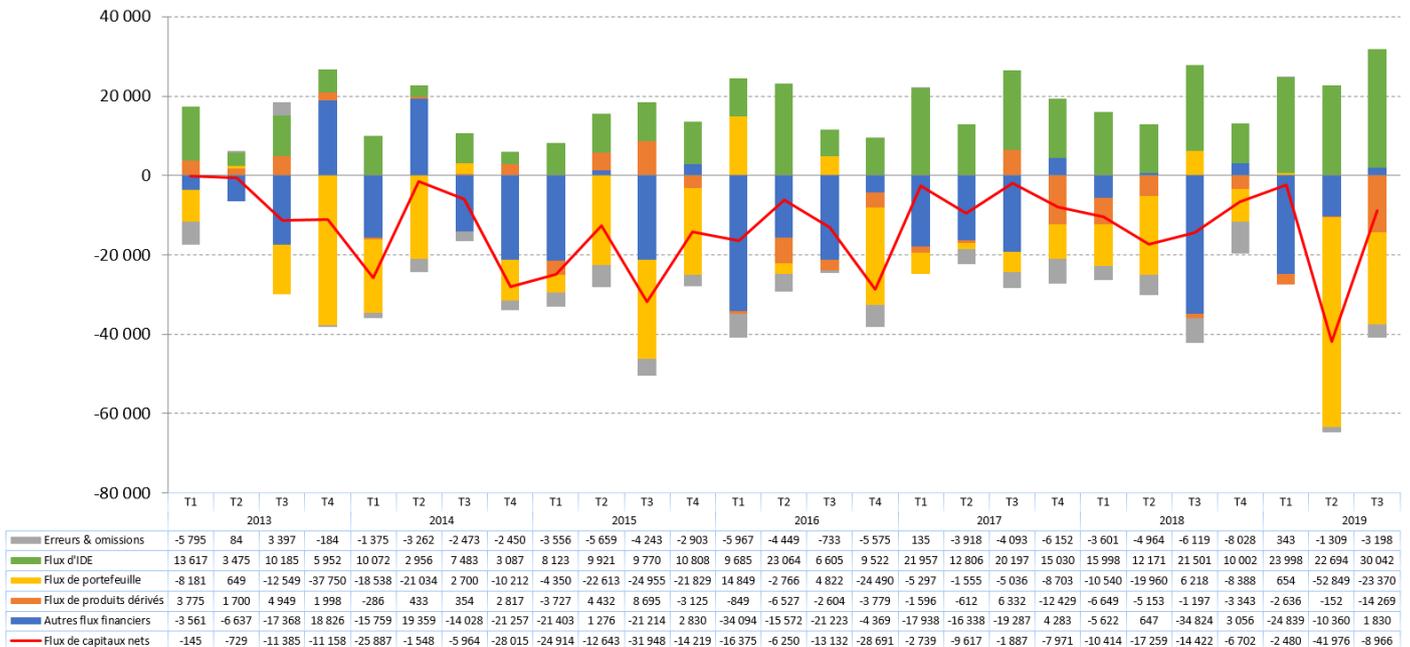
Taux d'inflation (en glissement annuel)



Source : CEIC

Flux de capitaux (nets, en millions USD)

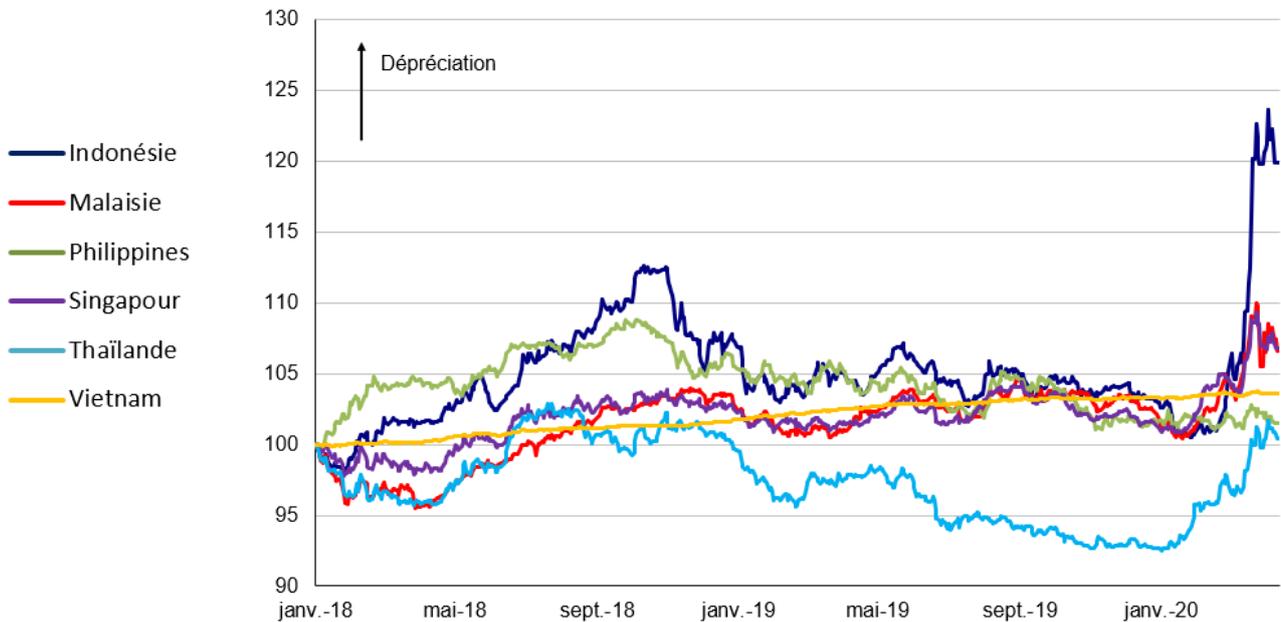
à destination de l'ASEAN-5 (Singapour, Malaisie, Thaïlande, Indonésie, Philippines)



Source : Banques centrales

Taux de change nominal contre le dollar

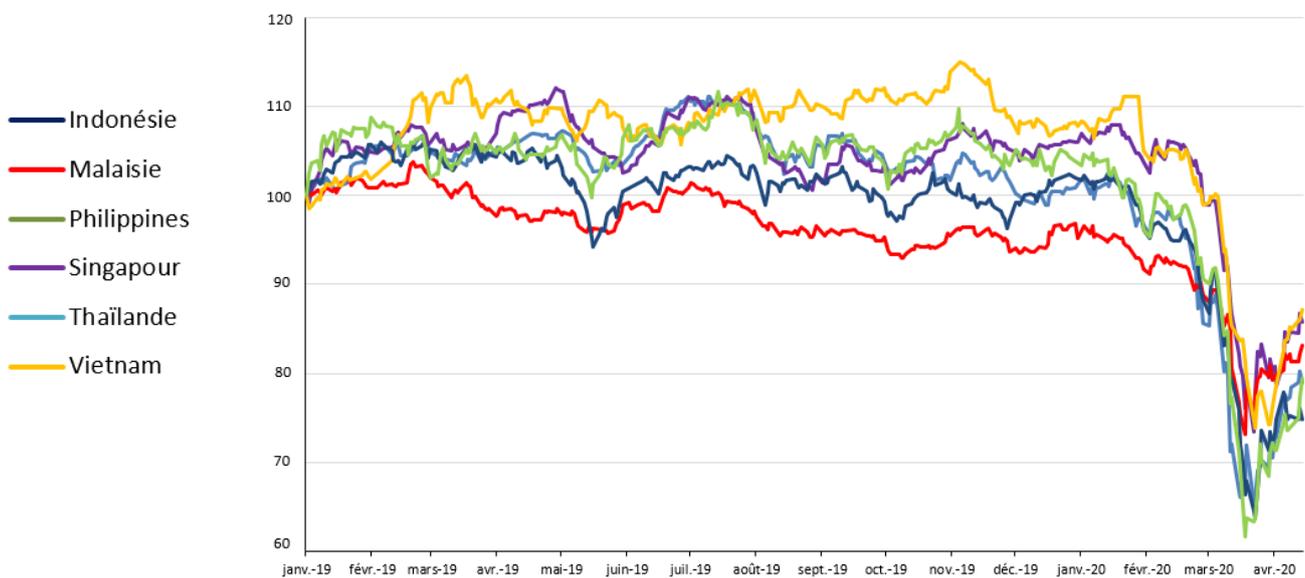
(Base 100 = janvier 2018)



Source : CEIC

Indices boursiers

(Base 100 = janvier 2019)



Source : CEIC

© DG TRESOR, avril 2020 tous droits réservés

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Singapour (adresser les demandes à frederic.kaplan@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : Service économique régional de Singapour
Adresse : 101-103 Cluny Park Road, SINGAPORE 259595

Rédigé par : SER de Singapour
Revu par : Frédéric Kaplan

Version du : 16/04/2020
Version originelle : 25/04/2019 (maquette)